

La guerre tchadienne : une mise au point

Dans son numéro 33, *Politique africaine* a publié un article de Robert Buijtenhuijs (« La rébellion tchadienne : guerre Nord-Nord ou guerre Nord-Sud ? ») critiquant certaines interprétations du conflit tchadien.

Désireuse de clarifier le débat sur cette question, notre revue donne ici la parole à Jean-Pierre Magnant qui souhaite apporter quelques précisions.

Résumer la guerre (ou les guerres ?) du Tchad à une formule du type « guerre Nord-Sud » ou « guerre Nord-Nord » serait tout aussi absurde que de dire qu'il n'y a eu aucun aspect ethnique à l'ensemble du conflit. De plus, vue la complexité des faits, toute affirmation péremptoire peut toujours être contredite, surtout lorsque l'on s'en tient aux grandes lignes... ce qui fut toujours mon cas toutes les fois que j'ai écrit sur les problèmes politiques du Tchad contemporain. On ne dira donc jamais assez que toute affirmation doit être nuancée, les miennes les premières. Je maintiens pourtant l'essentiel de ce que j'ai écrit et je m'en explique.

Les « Sudistes » (i.e. les animistes habitant les actuels départements suivant : Mayo-Kebbi, Tandjilé, Logone occidental, Logone oriental, Moyen-Chari et Salamat) n'ont commencé à être raziés que vers la fin du XVIII^e siècle pour les régions proches des rives du Chari (prise de Mafaling vers 1770) avec l'expansion baguirmienne. Les

Baguirmiens ne razzient pas les Sara avant 1870. Alors que la pression se fait plus vive sur la vallée du Chari, les Foulbé, qui se constituent en Empire (d'jihad d'Ousmane dan Fodio) commencent à s'attaquer aux Moundang et aux Toupouri. Il faut encore attendre la première moitié du XIX^e siècle pour que des raids systématiques soient organisés vers les pays mbun ou ngambay et ce n'est qu'à la fin du siècle que les razzias toucheront les pays laka, kaba ou gbaya. Parallèlement, la structuration des États satellites du Ouaddaï (chefferies de Haraze-Mangueigne et de Châ) s'opère vers 1830 : après avoir mis les Rounga et les Banda en coupe réglée, ces États, poussés par leur puissant protecteur, ne s'en prendront aux Sara-kaba et aux Ngama guère avant 1880. Ces raids sont souvent le fait des « sui sinda » (i.e. « les cavaliers arabes » d'après les traditions ngama) et c'est à la suite de l'un d'entre eux que sera fondée Maro, peu avant l'installation française. Arabes, Baguirmiens, Foulbé, Ouaddaïens (auxquels se

joignent parfois des Bornouans) razzient donc les « Sudistes » après 1820, avec un maximum d'intensité entre 1880 et 1910.

On remarquera que, au cours de la récente guerre civile, les Arabes ont toujours été aux côtés des Sara depuis Tombalbaye, sauf en février — mars 1979, et les troupes du CDR (Conseil démocratique révolutionnaire) se battront avec acharnement au pont de Manda pour empêcher les FAN (Forces armées du Nord) de pénétrer au Sud. Les Baguirmiens n'ont jamais brillé par leur opposition à Tombalbaye et nombre de leurs cadres servirent la 1^{re} République.

Les Foulbé, extrêmement minoritaires au Tchad, ne sont guère entrés dans l'arène politique avant l'émergence des FAN. Seuls des anciens razzieurs du Sud, les Ouaddaïens, très divisés d'ailleurs, ont très tôt alimenté le FROLINAT en hommes, en partie pour des raisons ethniques. Mais ces raisons — je le maintiens — sont plus le fait d'intellectuels arabophones frustrés par l'impossibilité qu'ils avaient de faire carrière dans une administration francophone, qu'elles ne furent le fait des paysans.

Évidemment, les Goranes avaient des esclaves (comme tout le monde) et évidemment, ils étaient noirs : qui était blanc dans la région à cette époque à part quelques Arabes ? Mais tous les Noirs du Tchad ne sont pas des sudistes ! Les besoins, d'ailleurs limités, des Goranes en esclaves étaient amplement satisfaits par des raids de peu d'envergure sur les populations sédentaires ou nomades environnantes ou sur les caravanes transsahariennes. Qu'il y ait eu des Sara parmi ces esclaves, c'est vraisemblable ; qu'il y en ait eu une

forte proportion, c'est sûrement faux.

Les souvenirs de ces anciennes razzias furent-ils à l'origine de tensions à l'indépendance ? C'est vraisemblable chez les cadres du Nord qui, ayant milité avec les gaullistes, se virent battus par le RDA qui recrutait, outre dans les milieux sudistes, chez les musulmans modernistes. Frustrés du pouvoir qu'ils pensaient leur échoir, ces commerçants, chefs et cadres conservateurs virent d'un mauvais œil l'État dominé par des cadres du Sud. Que ceux-ci leur aient rendu leur animosité semble évident et la politique que mena Tombalbaye contre la chefferie au début de sa présidence n'arrangea pas les choses. Il convient cependant de noter que cette animosité Nord-Sud touche des cadres citadins qui ne connaissent souvent des razzias que ce qu'en ont écrit les Blancs (et j'ai montré ailleurs que ces écrits étaient fréquemment très erronnés).

Cette animosité ne se retrouvait pas à l'égard des hommes politiques du Nord chez les vieillards que j'ai interrogés en campagne et qui avaient vécu ces sombres événements. Ainsi, en pays nar (région de Békamba), les vieux gardaient une certaine rancœur à l'égard des gens de Koumra qui les pressuraient pour le compte du Baguirmi, comme les vieux du pays ngama conservaient un souvenir très vif des raids des Arabes et des Ouaddaïens. Ces souvenirs se prolongeaient-ils dans une hostilité aux cadres musulmans des années 70 ? Je n'en ai pas eu le sentiment à l'époque : chrétiens ou musulmans, les hauts fonctionnaires et les gouvernants étaient les mêmes pour les paysans tchadiens. De même que l'anti-germanisme

populaire en France des années d'après la Guerre n'a pas empêché la construction de l'Europe, de même que ce ne sont pas les anciennes rivalités entre la France, la Grande-Bretagne ou l'Allemagne qui expliquent l'abstention aux dernières « européennes », de même, les souvenirs des razzias n'apparaissent pas, à l'époque, comme un obstacle à la construction du Tchad.

Il n'en reste pas moins que, au niveau populaire, le Tchad n'a connu que trois pogroms : à Bongor en 1978, les « Mayo-kebbiens » s'en sont pris aux « Sara » ; à N'Djaména, en février-mars 1979, les « Nordistes » s'en sont pris aux « Sudistes » et réciproquement ; à Sarh, en février 1979, les non-Sara et les Sara s'affrontèrent. Les tragédies qui eurent lieu ailleurs ne sont pas le fait du petit peuple mais de groupes armés venus des grandes villes... et ce n'est sûrement pas le souvenir des razzias qui motivait directement les uns et les autres.

L'histoire du conflit tchadien montre que des troubles ont éclaté en campagne, souvent à la suite d'indélicatesses, d'exactions ou de sévices commis par des administrateurs à l'encontre de paysans. Que le FROLINAT ait été à l'origine de tout est faux dans un premier temps : il s'est souvent contenté de récupérer le mécontentement, ce qui lui était d'autant plus facile qu'il était le seul mouvement d'opposition. Non seulement le FROLINAT n'a rien à voir avec les événements de Mangalmé, (septembre-octobre 1965) mais on peut même dire qu'à l'origine, il n'a rien à voir du tout avec la paysannerie du Tchad (cf. les inepties de son programme).

A partir de 1967-1968, il est

vrai, le mouvement prend de l'ampleur et recrute dans les villages et les campements nomades. S'il reste encore minoritaire, sa mobilité et l'aide que lui fournissent les paysans (peut-être pas toujours de gaïeté de cœur) lui valent des succès militaires tandis que les turpitudes du gouvernement rendent les opposants populaires. Mais, tant qu'il reste en dehors des zones cotonnières, le FROLINAT ne gêne personne en dehors des paysans et des citadins des villes qu'il encercle. Ce qui gêne Tombalbaye, puis Malloum, ce sont les intellectuels et cadres musulmans qui, peu à peu, passent, ouvertement ou non, à l'opposition, surtout après 1973.

Il faut donc s'entendre sur le sens du mot « intellectuel ». Dans un pays qui, vers 1970, doit compter près de 90 % d'analphabètes en français (peut-être seulement 70 % toutes langues confondues), celui qui lit et écrit couramment le français est un personnage important et un lycéen est un intellectuel. Ibrahima Abatcha et Goukouni Wedeye sont donc des intellectuels.

Je précise d'ailleurs que je n'ai jamais dit que les maquis du FROLINAT n'étaient composés que d'intellectuels ou que la guerre civile était une guerre d'intellectuels ; mais j'ai écrit, ce qui est différent, que le conflit Nord-Sud, avec ses connotations raciales ou tribales, s'est d'abord développé en milieu intellectuel et citadin. Ce n'est pas l'appartenance ethnique ou religieuse du préfet qui soulevait la colère paysanne et l'exemple de Mangalmé tel que le rapporte notre ami Mahamat Bachar (qui me démentira si je me trompe) le prouve : les Moubi n'étaient pas anti-Sara quand ils se sont révoltés.

Alors que les historiens et les anthropologues remettent de plus en plus en cause la consistance du concept d'ethnie, les politologues, qui l'ont pendant longtemps utilisé à tort et à travers, sont en passe d'avoir raison : « A force de crier Noël, il finit par arriver ! » ; et à force de matraquer les utilisateurs des médias (presse, radios, etc.) avec « les guerres tribales qui ont ensanglanté l'Afrique de toute éternité », « les conflits ethniques, fondements de la compétition politique en Afrique » et autres billevesées,

l'ethnisme finit par naître comme l'une des tactiques des élites africaines en quête de pouvoir et, partant, comme une base sociale sur laquelle s'appuyer (on renverra là dessus au récent livre de J.F. Bayart *L'État en Afrique*). Au Tchad, la guerre civile a bien aidé à cristalliser ce phénomène et, sous son aspect « opposition Nord-Sud », il tend désormais à prendre de plus en plus de consistance en milieu populaire, en particulier dans les villes.

Jean-Pierre Magnant

La Bibliothèque africaine de Bruxelles menacée

L'article que nous publions ci-dessous prolonge les études que Politique africaine a déjà consacrées à la recherche africaniste dans divers pays d'Europe ; il s'attache à mettre en évidence les problèmes que celles-ci rencontrent en Belgique à travers les avatars de la Bibliothèque africaine de Bruxelles. Ce texte est paru dans la Libre Belgique du 2 août 1989, mais il nous a semblé que les lecteurs de Politique africaine devaient en être informés. Nous tenons à remercier son auteur, *Éric de Bellefroid*, qui nous a autorisé à le publier.

La plus légitime fierté que la Belgique puisse aujourd'hui tirer de sa longue aventure africaine n'est autre, sans contredit, que l'incomparable somme de savoir et d'expertise que nos africanistes ont soigneusement récoltée au cours des années. Avec son demi-million de volumes, et malgré une politi-

que d'achat sans doute insuffisante, la Bibliothèque africaine de la place Royale en est d'ailleurs le plus prestigieux fleuron. Si bien qu'il n'est pas présomptueux d'affirmer qu'on nous l'envie dans le monde entier. D'Amérique, du Japon et des quatre coins, chaque année nous apporte son flot de visiteurs.